

Compte-rendu du débat du lundi 29 avril 2013 sur la place de l'Allemagne en Europe

Par Club Convictions, invités : Guillaume Duval et Thomas Hanke

- Introduction du débat et des invités par Fabien Verdier, président du Club Convictions.
- **Guillaume Duval** prend ensuite la parole et rappelle d'emblée l'idée qu'il défend dans son ouvrage « Made in Germany : le modèle allemand au-delà des mythes », selon laquelle le modèle allemand tire ses avantages de faits et d'indices culturels. Les réformes Schröder de libéralisation du marché du travail, de compression des salaires et de réduction drastique de la dépense publique n'expliquent pas le succès actuel de l'Allemagne selon Guillaume Duval.

Ce n'est qu'en 2010 que l'Allemagne a retrouvé son rythme de croissance économique qui était le sien avant l'arrivée de Schröder au pouvoir. Entre 2000 et 2007, le PIB allemand n'a cru que de 3% tandis que la France a eu une croissance plus forte. Le marché du travail allemand a bénéficié de son hiver démographique en 2000 : l'Allemagne a perdu 500 000 habitants depuis 2000 donc la population active est moins importante ce qui a un effet moindre sur le chômage en période de crise. A l'inverse, la France a gagné, sur la même période, 5 millions d'habitants. La France et l'Allemagne ont des évolutions contraires : le prix de l'immobilier allemand n'a pas bougé depuis 2000 tandis que l'immobilier français augmente chaque année, depuis 2000, de 2,5% par an ! Les prix de l'immobilier entre la France et l'Allemagne poursuivent un rapport de 1 à 3. Se loger est trois fois plus cher en France qu'en Allemagne ce qui a un impact sur les salaires et le coût du travail.

Les Allemands ont également profité de l'élargissement à l'Est de l'Europe en intégrant les PECO dans leur système productif. Cette intégration a permis de faire baisser la compétitivité coût des entreprises allemandes à travers la stratégie de colocalisation.

Les Allemands se sont spécialisés sur des produits porteurs : les machines outils représentent 33% du volume d'emploi en Allemagne contre 8% seulement en France. Or, les principaux clients de l'Allemagne pour ces machines outils sont les pays émergents et notamment la Chine. L'Allemagne fabrique aussi des produits haut de gamme faiblement concurrentiels tels que les voitures de luxe.

Toutes ces observations amènent Guillaume Duval à dire que les réformes Schröder de libéralisation du marché du travail et de compression des salaires n'expliquent pas le succès allemand en période de crise. Au contraire, si les Allemands sont persuadés que leur rigueur leur permet d'avoir une économie solide, Guillaume Duval explique les réformes Schröder ont conduit l'Allemagne à la récession. En 2009, l'Allemagne a observé une récession de 5% alors que la France n'a eu que 2,9% de récession la

même année. Mais l'Allemagne a perdu moins d'emplois que la France grâce à son modèle culturel, à l'usage du temps partiel, de la flexibilité interne.

Aujourd'hui, l'Allemagne tire bénéfice de la crise de la zone euro. Elle bénéficie de taux d'intérêt extrêmement bas, ce qui constitue un avantage colossal pour ses finances publiques. Les Allemands prêtent 55 milliards d'euros au FESF à un taux de 4% par an pour les Grecs. Les exportations allemandes ont bénéficié de la baisse de l'euro par rapport au dollar depuis le début de la crise en 2007.

Pour conclure, Guillaume Duval estime que pour des raisons psychologiques et politiques, l'Allemagne veut imposer une cure d'austérité à tous les pays européens qui solliciteraient une aide européenne. Il n'est pas pertinent de critiquer l'égoïsme national d'Angela Merkel dans cette affaire car les Allemands ne protègent pas leur propre intérêt. En effet, l'épargne allemande est placée majoritairement dans les pays de l'UE qui sont presque tous en récession. Si l'austérité en Europe continue, les épargnants allemands risquent de perdre pour la troisième fois leur épargne. Il est dans l'intérêt des Allemands que la croissance revienne dans la zone euro car les principaux clients de l'Allemagne sont les Européens. D'où l'idée proposée par Guillaume Duval de promouvoir un « green new deal » européen de plusieurs milliers de milliards d'euros pour accélérer la transition écologique. L'Allemagne l'accepterait car ils ont déjà un avantage comparatif dans ce secteur.

Thomas Hanke répond à Guillaume Duval

Thomas Hanke désapprouve le constat dressé par son contradicteur. L'Allemagne a réalisé, selon lui, de grands efforts depuis l'arrivée de Schröder au pouvoir. L'emploi a été la priorité des chanceliers Schröder et Merkel et aujourd'hui, en 2013, le marché du travail allemand est constitué par un chiffre record de 41 millions d'employés. L'Allemagne échappe au chômage de masse grâce à l'association des partenaires sociaux et au rôle renforcé dont ils ont bénéficié depuis les réformes Schröder. Ainsi, les syndicats bénéficient, contrairement à la France, d'une légitimité réelle pour négocier des maintiens dans l'emploi et ils sont associés aux choix de l'entreprise.

Thomas Hanke partage néanmoins l'avis de Guillaume Duval sur la spécialisation de l'Allemagne sur « les bons produits » qui lui permettent d'échapper à la crise.

Toutefois, Thomas Hanke prend le soin de préciser que tous les pays européens ne doivent pas suivre l'Allemagne. L'Allemagne a son modèle mais il n'est pas exportable dans toute la zone euro. L'Allemagne n'est pas responsable de la crise des pays de l'Europe du Sud. En Espagne, la crise est due à une explosion de la bulle immobilière et aux politiques des responsables espagnols qui ne sont pas les bonnes. Aujourd'hui, le gouvernement de Mariano Rajoy opère les mauvais choix en coupant dans des dépenses d'investissement et d'avenir comme l'éducation nationale, la formation et étrangle les entreprises avec une hausse de la fiscalité, sans baisse des dépenses publiques inutiles. L'Allemagne a donc raison de rappeler à ses partenaires

leurs engagements en matière de réformes structurelles à mener selon Thomas Hanke.

Enfin, Thomas Hanke estime que dans la zone euro, il existe une crainte de voir l'Allemagne dominante. Or, si l'on souhaite contrôler l'Allemagne, il faut avancer dans l'intégration européenne et le journaliste allemand estime que la France n'est pas prête à renoncer à sa souveraineté. La résolution de la crise impose d'accroître le rôle des parlements nationaux et surtout celui du Parlement européen. La France, grande puissance politique, n'est pas prête, selon le journaliste allemand, à renoncer à sa souveraineté politique.

Questions/réponses

- L'Allemagne a-t-elle la politique de sa démographie ?

Pour Thomas Hanke, il n'y a pas de politique dirigée spécialement vers les « vieux ». La moyenne d'âge en Allemagne est de 45 ans alors qu'en France, elle est de 40 ans. Cette différence n'est pas flagrante. Pour Guillaume Duval, la politique allemande ruine les épargnants donc la politique allemande n'est pas particulièrement accommodante pour les retraités. La question de l'immigration intra-européenne pourrait être une solution à l'hiver démographique que connaît le pays. Pour Duval, ce serait une catastrophe pour la zone euro alors que pour Thomas Hanke, l'émigration de jeunes italiens et espagnols vers l'Allemagne permettrait de renforcer l'intégration monétaire (théorie de la ZMO de Mundell).

- La sincérité doit-elle être sacrifiée sur l'autel du moteur franco-allemand ? Doit-on, sous prétexte de préservation de l'amitié franco-allemande, ne rien dire à l'Allemagne ?

Guillaume Duval répond qu'il ne faut pas reprocher à l'Allemagne son égoïsme national dans cette affaire mais montrer aux Allemands où sont leurs intérêts. Les Allemands croient qu'ils doivent leur dynamisme à la rigueur budgétaire alors que cela est inexact dans les faits. Culturellement, les Allemands sont attachés à la désinflation compétitive, leur tabou, c'est l'inflation. Les Allemands ne sont pas prêts d'augmenter leurs salaires pour des raisons culturelles, pourtant, ils devraient créer des services publics pour améliorer leur réseau routier par exemple, ou l'accueil de la petite enfance, encourager la natalité et augmenter les salaires.

Pour autant, Guillaume Duval reproche à François Hollande de ne pas avoir pris d'initiative suffisamment forte et structurée au Conseil européen. Il n'a pas encore donné sa vision de l'Europe et cela l'empêche d'avoir une relation constructive avec l'Allemagne. On ne sait pas trop où Hollande veut en venir.

- Des questions plus générales sur l'intégration budgétaire européenne, sur le rôle de la BCE...

Pour Guillaume Duval, il est temps de passer à une vision politique de l'Europe et de dépasser sa construction ordolibérale. L'Europe s'est construite sur une logique ordolibérale avec une Commission européenne qui édicte des règles, une CJUE qui

contrôle l'application de ces règles. Les Allemands sont attachés aux normes, à leur loi fondamentale. Les Français étaient d'accord au départ avec cette vision car la logique ordolibérale n'impliquait pas de perte de souveraineté pour la France.

Aujourd'hui, la crise de la zone euro est telle que la construction normativiste de l'UE ne suffit plus. L'intégration normative est achevée, jamais le droit européen n'a été aussi intégré. Ce qui manque, selon Guillaume Duval, ce sont des politiques économiques communes, démocratiquement délibérées et acceptées. Or, cela est difficile à mettre en œuvre, les Conseils européens des chefs d'Etat ne sont pas suffisants.

Pour Thomas Hanke, il est indispensable d'arriver à une communautarisation des politiques budgétaires nationales. Mais parler de budget fédéral européen n'est pas en soi une finalité, il faut également se mettre d'accord sur les finalités d'un tel budget. Que veut-on faire avec un budget fédéral européen ? Les Européens ne sont pas d'accord entre eux sur les priorités, la France défend la PAC alors que les Allemands doutent de son utilité. Toutes ces divergences ont conduit au vote d'un budget européen historiquement bas dans son montant.

Par ailleurs, sur la question du protectionnisme, les Européens ne sont pas d'accord entre eux. L'Allemagne pense que les pays en dehors de la zone euro ont besoin des échanges commerciaux avec la Chine, l'Inde, le Brésil pour se développer. Les Allemands ne sont pas d'accord avec l'idée de promouvoir un protectionnisme européen car les pays les moins avancés comptent sur l'Europe pour se développer.

Enfin, Thomas Hanke rappelle les nombreuses avancées en matière d'intégration européenne. Avant la crise de la zone euro, rien ne permettait de sauver un pays de sa spirale d'endettement. Les fonds de sauvetage, notamment le FESF, les OMT au niveau de la BCE ont permis à des Etats comme l'Italie ou l'Espagne de sortir du marasme. Les Allemands sont très attachés aux contreparties : il n'y aura pas de solidarité européenne sans responsabilisation de chacun des Etats membres. Les Allemands ont présent à l'esprit l'exemple de certains Lander qui n'ont pas fait d'effort pour redresser leurs comptes publics et qui ont fait reposer l'essentiel de leurs dettes sur l'Etat fédéral.

Fabien Verdier remercie les débatteurs et conclut ce débat.

Par Nabil JANAH